« L’EAU POSE DES QUESTIONS

SOCIO-ÉCONOMIQUES, CULTURELLES, ENVIRONNEMENTALES ET SANITAIRES. »

À l’occasion de la Journée mondiale de l’eau, ce samedi 22 mars, Justine Le Floch, experte de la gestion de l’eau à l’IAE de Paris Sorbonne, revient sur les enjeux de la ressource eau à l’heure du dérèglement climatique.

Cette année, la Journée mondiale de l’eau a pour thématique la préservation des glaciers. En quoi les glaciers sont-ils importants dans le cycle de l’eau ?

Justine Le Floch : 70 % des réserves d’eau douce se trouvent dans les glaciers. Avec le réchauffement climatique, les glaces fondent de plus en plus tôt dans l’année et peinent à se reformer en hiver. En 30 ans, le taux de fonte des glaces a augmenté de 65 %. Un tiers des glaciers classés par l’UNESCO pourraient disparaître d’ici à 2050. Cette fonte met à mal la disponibilité en eau douce pour au moins 2 milliards de personnes dans le monde. En plus, cela contribue à la montée des eaux. Par ailleurs, les glaciers jouent un rôle de régulateur de climat en reflétant 80 % des rayons du soleil dans l’espace.

La fonte des glaciers n’est pas la seule conséquence du dérèglement climatique sur l’eau…

J.L.F. : En effet, le dérèglement climatique touche également la répartition de la ressource sur Terre, avec plus d’évapotranspiration et une fréquence d’événements climatiques plus élevée. Les risques de sécheresses, de pénuries, de précipitations extrêmes et d’inondations sont plus importants et leur intensité plus forte. Lesquels phénomènes sont accentués par l’aménagement du territoire, l’irrigation agricole, l’imperméabilisation et l’appauvrissement des sols, la pollution et la dégradation des écosystèmes aquatiques. Notons que la perturbation du cycle de l’eau concerne aussi l’eau contenue dans les plantes. Ainsi, la préservation de la biodiversité est un axe fondamental dans la préservation de la ressource en eau.

En quoi cette ressource est-elle un enjeu fort pour la société ?

J.L.F. : L’eau est un élément essentiel à toute forme de vie. Mais partout, l’eau est surexploitée. Selon les chiffres de l’UNESCO, au cours du XXe siècle, les prélèvements d’eau douce pour les usages domestiques, agricoles ou industriels ont considérablement augmenté à l’échelle mondiale. Sous l’effet du changement climatique et de la surexploitation de la ressource, les inégalités d’accès à l’eau et les conflits d’usage entre les différents consommateurs vont s’intensifier. Et ce, partout dans le monde. Par ailleurs, aux aspects quantitatifs s’ajoutent les aspects qualitatifs. La question de la pollution de l’eau est aussi fondamentale. Une eau polluée est dangereuse et aussi extrêmement coûteuse à dépolluer, tout en sachant que nous ne sommes pas encore capables d’identifier tous les types de pollution présents dans l’eau. Pensez aux PFAS, ces polluants éternels, dont on parle beaucoup et que nous ne pouvions pas encore mesurer il y a quelques années.

Vous défendez le principe de sobriété hydrique. Qu’est-ce que c’est ?

J.L.F. : À l’IAE Paris Sorbonne, nous étudions la sobriété hydrique comme la solution nécessaire à l'adaptation de la société au risque de stress hydrique. Celui-ci désigne le rapport entre les consommations d’eau et la ressource disponible. L’idée est que l’ensemble des acteurs (publics, entreprises délégataires, industries, agriculteurs, citoyens…) réduisent leur empreinte eau pour s’assurer qu’il y a une eau de qualité satisfaisante à partager entre tous les usagers. Pour cela, il faut revoir nos modèles économiques liés à l’eau, face aux besoins d’investissement nécessaires. La question de l’eau est éminemment politique. La gouvernance de l’eau pose des questions socio-économiques, culturelles, environnementales et sanitaires. Elle a besoin d’être renforcée, l’échelle nationale et internationale. La réponse à tous ces enjeux ne peut être que collective.

LES GLACIERS AU CŒUR DE LA JOURNÉE MONDIALE DE L’EAU 2025

Les Nations unies placent la préservation des glaciers au centre de la Journée mondiale de l’eau 2025, soulignant leur rôle vital pour l’humanité. Ces géants de glace fournissent une eau essentielle pour la consommation humaine, les activités agricoles, industrielles, la production d’énergie verte et la préservation des écosystèmes. Cependant, le réchauffement climatique menace ces réserves naturelles d’eau douce. Leur fonte accélérée entraîne des risques majeurs : inondations, glissements de terrain et montée du niveau des mers. Face à ces enjeux, l’ONU fait de leur protection et de la réduction des émissions de gaz à effet de serre des priorités absolues.

70 %de la surface de la Terre est recouverte d’eau, très majoritairement salée.

1 %de l’eau douce sur Terre est disponible pour la consommation humaine.

En 30 ans, la consommation d’eau a doublé à l’échelle mondiale.

Aujourd’hui, 2,2 milliards de personnes sur la planète n’ont pas accès à de l’eau potable à leur domicile.

Source : Centre d’information sur l’eau, ONU.

UNE ALLIANCE MONDIALE FACE AUX DÉFIS URBAINS

L’eau fait partie des grands enjeux contemporains, en particulier pour les grandes villes du XXIe siècle : métropolisation du monde, augmentation de la population mondiale surtout dans les villes, exigences toujours plus élevées des populations, préservation de la ressource, sécurité sanitaire de l’eau distribuée, changement climatique… Les services d’eau sont aujourd’hui confrontés à des problématiques en constante évolution et de plus en plus diverses, sous le regard vigilant de consommateurs avertis. En 2011, le SEDIF a lancé le Club des grands services d’eau du monde, regroupant plusieurs producteurs d’eau, qui partagent ces défis. Objectifs : échanger sur les meilleures pratiques et inspirer de nouvelles avancées, au travers de rencontres régulières, de visites d’installations et d’échanges collaboratifs. Aujourd’hui, le Club réunit une quinzaine de services d’eau urbains, dont Washington DC Water, Sydney Water, Shanghai Water Authority, les villes de Rabat, Prague ou Mexico, pour ne citer qu’eux.

PORTRAIT

Fanny Chauvière, cheffe de service protection de la ressource & qualité de l’eau au SEDIF

« Agir aujourd’hui pour préserver nos ressources en eau de demain. »

« La préservation de la ressource en eau en Île-de-France est une question passionnante. De formation ingénieure agronome, je travaille avec mon équipe à la surveillance et à la protection des ressources en eau dans lesquelles prélève le SEDIF, qu'elles soient superficielles (rivière, fleuve : 97% de l’origine de l’eau) ou souterraines (moins de 3%) afin d’assurer la qualité de l’eau potable distribuée aux usagers d’aujourd’hui et aux générations futures.

Parce qu’il alimente en eau potable plusieurs millions de Franciliens, le SEDIF doit être exemplaire et assurer la pérennité du service. Pour cela, il est engagé dans une dynamique patrimoniale de sobriété des usages, de performance des traitements et du transports, de prévention des risques de pollution en vue de préserver cette ressource d’importance vitale. D’un point de vue quantitatif, la mission consiste par exemple à ne prélever, traiter et transporter que le strict nécessaire, à limiter les pertes en réseau ainsi que les consommations et à optimiser les procédés mais également à anticiper les demandes et pro- chaines disponibilités dans un contexte de changement climatique.

Concernant le volet qualitatif, nous menons entre autres des actions de sensibilisation et de préservation de la ressource dans les aires d’alimentation de nos captages souterrains ainsi qu’en amont immédiat de nos prises d’eau en Seine, Marne et Oise. Dans le département de la Seine-et-Marne, dans le cadre du projet Terre & Eau 2025, un dispositif de rémunération des agriculteurs pour service rendu (PSE, ou paiement pour service environnemental) est en cours de construction pour favoriser l’adoption de pratiques plus économes en intrants en amont de nos captages dans la nappe de calcaires de Champigny. Cette année, le SEDIF lance une étude ambitieuse sur les bassins versants amont de la Seine, de la Marne et de l’Oise afin d’améliorer la qualité de l’eau au niveau de ses prises d’eau en rivière. Les premières actions démarreront en 2027 après un diagnostic et l’élaboration d’un programme multipartenarial impliquant de nombreux acteurs, notamment d’autres producteurs d’eau dépendant des mêmes ressources en eau.

En décembre 2024, le SEDIF a adopté son Plan Climat Eau Énergie 2030, feuille de route stratégique dans visant à amplifier ses actions en faveur de la transition écologique et de la préservation de la ressource en eau et de la biodiversité, mais aussi d’adapter son activité aux conséquences du changement climatique. »